



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

## **PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le

19 AOÛT 2004

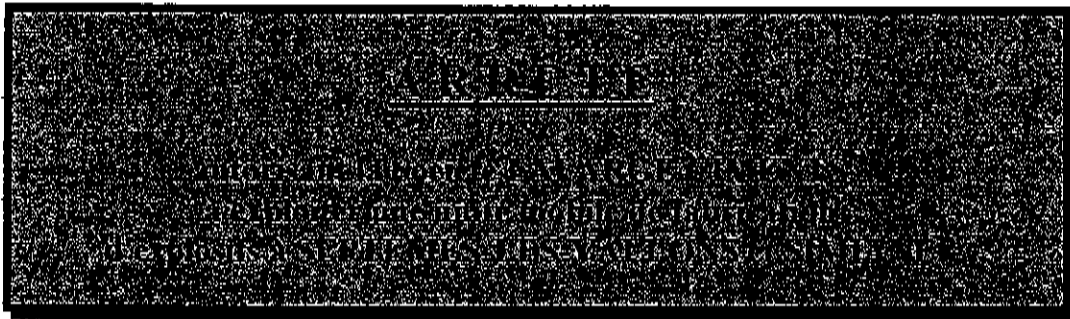
**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Monsieur MAJCICA

☎ 04.91.15.62.66.

EM/BN

N° 24-2003 A



**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1<sup>er</sup> de son Livre II, et le Titre 1<sup>er</sup> de son Livre V,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

**VU** le décret n° 95-79 du 23 Janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L.571-2 du Code de l'environnement,

**VU** l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées,

**VU** la demande présentée par la Société LAFARGE CEMENTS en vue d'être autorisée à exploiter une unité de fabrication d'explosifs sur le site de LA MALLE,

**VU** les dossiers annexés à cette demande et notamment l'étude d'impact et de dangers,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2003-297/24-2003 A du 8 Septembre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire des communes de SEPTÈMES-LES-VALLONS, SIMIANE COLLONGUE, BOUC BEL AIR, CABRIÈS, GARDANNE, LES PENNES-MIRABEAU, MARSEILLE, MIMET et PLAN DE CUQUES,

.../...

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de SEPTÈMES-LES-VALLONS en date du 9 Octobre 2003,

VU l'avis de l'Ingénieur Conseil Terroir de l'Institut National des Appellations d'Origine en date du 21 Octobre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 24 Octobre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 12 Novembre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 13 Novembre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 17 Novembre 2003,

VU l'avis et le rapport du commissaire enquêteur en date du 18 Décembre 2003,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 17 Juin 2004,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 1<sup>er</sup> Juillet 2004,

**CONSIDÉRANT** que la demande d'autorisation formulée par ladite société consiste à disposer d'une installation mobile de fabrication d'explosifs en vue de procéder à l'abattage d'une quantité de marnes et de calcaires nécessaires à l'alimentation de la cimenterie de LA MALLE, et a pour objet d'améliorer les conditions de sécurité et l'efficacité desdits explosifs,

**CONSIDÉRANT** cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire l'impact sur les volets air et bruit et assurer la sûreté du site,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

1.1 - La Société LAFARGE CEMENTS, dont le siège social est situé 5, Boulevard Louis LOUCHEUR - Boîte Postale n° 302 - 92214 SAINT-CLOUD CEDEX, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire des communes de SEPTÈMES-LES-VALLONS et SIMIANE COLLONGUE, à la Cimenterie - Usine de LA MALLE - Boîte Postale n° 6 - 13240 SEPTÈMES-LES-VALLONS, dans l'enceinte de sa carrière, les installations répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Classement
Fabrication de produits explosifs autre que des cartouches de chasse ou de tir, la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 10 tonnes	Fabrication d'explosifs par une unité mobile de fabrication d'explosifs, la quantité de produit explosif susceptible d'être présente dans l'UMFE pour chacun des produits étant inférieure à 100 kg	1310-b-2	A

La quantité journalière fabriquée est limitée à 8 tonnes d'explosif en 2 postes (soit un maximum de 4 tonnes par poste)

Avant la mise en service d'une installation mobile de fabrication d'explosif (UMFE), l'exploitant déclare au Préfet et à l'Inspection des Installations Classées, le type de l'installation, son numéro d'agrément ainsi que ses caractéristiques. Il indique également les caractéristiques des explosifs fabriqués, leurs numéros d'agrément et les quantités maximales présentes dans l'UMFE.

En cas d'immobilisation du véhicule, une unité de remplacement du même type peut être utilisée sous réserve d'en effectuer la déclaration auprès de Monsieur le Préfet et de l'Inspection des Installations Classées en spécifiant ses caractéristiques et son numéro d'agrément.

**1.2 -** L'autorisation d'exploiter l'UMFE est limitée au périmètre de la carrière de LA MALLE, dans le cadre de son exploitation.

**1.3 -** Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**1.4 -** Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

**1.5 -** L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

**1.6 -** En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt conformément à l'article 34.1 du décret du 21 Septembre 1977 modifié.

## **TITRE 2**

### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 2 - GÉNÉRALITÉS**

##### **2.1 - Contrôles et analyses**

L'Inspection des Installations Classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

##### **2.2 - Documents**

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

##### **2.3 - Utilités**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

### **ARTICLE 3 - BRUIT ET VIBRATIONS**

**3.1** - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, engendrés par l'ensemble des activités exercées, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 3.2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		bruit ambiant entre 35 et 45 dBA	bruit ambiant supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	60 dBA	6	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	50 dBA	4	3

**3.2** - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 Janvier 1995.

**3.3** - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **ARTICLE 4 - AIR**

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions dans l'atmosphère de fumées, gaz, poussières ou odeurs.

### **ARTICLE 5 - EAU**

#### **5.1 - Consommation en eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

## 5.2 - Alimentation en eau

L'eau, provenant de la cuve de l'installation, n'est utilisée que pour le lavage des tuyauteries.

## 5.3 - Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

# ARTICLE 6 - DÉCHETS

## 1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets.

Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

## 6.2 - Récupération - Recyclage - Valorisation

6.2.1. - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

6.2.2. - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

## 6.3 - Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

# ARTICLE 7 - SÉCURITÉ

## 7.1 - Dispositions générales

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations.

## **TITRE 3**

### **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

Les prescriptions particulières du présent titre s'ajoutent aux prescriptions générales des articles précédents et ne s'appliquent qu'aux installations concernées.

#### **ARTICLE 8 - UNITÉ MOBILE DE FABRICATION D'EXPLOSIFS - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

1 - Les seuls explosifs fabriqués sont ceux déclarés conformément à l'article 1.1.

8.2 - Dispositions relatives à l'isolement de l'UMFE.

8.2.1. - Des consignes précises définissant les différentes zones de sécurité propres à l'UMFE ainsi que les conditions particulières d'intervention des personnels et matériels, sont établies par l'exploitant conformément au dossier de demande et aux dispositions du présent arrêté, et sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ces consignes doivent, notamment prévoir que:

- L'UMFE ne doit pas progresser en marche arrière pour procéder au chargement des trous de mines, ni évoluer à moins de 5 mètres de tout front ou gradin. La circulation à proximité immédiate des trous chargés, soit sur les lignes soit entre les lignes de foration, est interdite.
- Le seul personnel admis en zone A, de rayon de 30 mètres à partir de l'UMFE, est celui affecté à la fabrication et à la mise en place des explosifs dans les trous de mine, y compris les éventuelles opérations associées telles que le curage, le pompage de l'eau et le gainage des trous de mine. Son nombre doit être aussi réduit que possible et ne peut excéder cinq.
- En zone B, comprise dans entre les rayons de 30 mètres et de 80 mètres, outre les personnes autorisées en zone A, sont seules autorisées celles nécessaires aux opérations de chargement et de transport des matériaux extraits, de forage et de préparation d'un autre tir de mines.
- Une signalisation interdisant l'accès en zone A et en zone B aux personnes non autorisées doit être maintenue en place en limite de ces zones pendant toute la période de fabrication de l'explosif.
- L'entreposage de l'explosif fabriqué par l'installation mobile est interdit.

8.2.2. - Le boute-feu responsable du tir a en charge le respect des conditions d'isolement de l'unité. Toute anomalie d'isolement entraîne l'arrêt immédiat de la fabrication.

8.3 - Dispositions constructives

Le véhicule supportant l'unité de fabrication doit être maintenu conforme aux dispositions du Règlement du transport de matières dangereuses par route pour le transport de nitrate en vrac.

Il est muni, en particulier, des équipements ou dispositifs particuliers suivants :

- un gyrophare de couleur orange, visible de l'avant et de l'arrière ;
- un coupe-batterie ;
- une tresse de mise à la terre lors du chargement du véhicule en nitrate ammonium et lors de la fabrication d'explosifs ;
- deux extincteurs à poudre ;
- des tamis placés sur les dômes de chargement pour éviter l'introduction de corps étrangers au nitrate ;
- une protection efficace des tuyauteries de fluide hydraulique vis à vis des projections de pierres éventuelles ;
- une signalisation spéciale, analogue à la signalisation des véhicules transportant des matières dangereuses.

Tous les matériaux utilisés pour la construction des appareils (réservoirs, canalisations, joints, ...) susceptibles de contenir des produits dont le déversement occasionnerait une pollution, sont résistants à leur action. Ils doivent faire l'objet d'une surveillance de leur bon état pendant toute la durée de leur utilisation. Ces contrôles sont repris sur le carnet d'entretien de l'UMFE.

#### 8.4 - Vérifications périodiques de l'aptitude à la circulation

L'exploitant s'assure du programme et des modalités d'entretien du véhicule, qui au minimum doit être nettoyé à intervalles suffisamment rapprochés pour éviter l'accumulation de graisse sur le châssis.

Les interventions conditionnant la sécurité sont reportées sur le carnet d'entretien propre au véhicule tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Au cours de chaque intervention, les différents organes d'arrêts et les différentes sécurités sont contrôlés.

#### 8.5 - Personnel de conduite

Le ou les conducteurs de l'unité mobile doivent être titulaires d'une autorisation de conduire, délivrée par leur employeur et validée chaque année par l'exploitant. Une formation spécifique, tenant compte des particularités de ce matériel, leur est dispensée. Ces documents sont à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

#### 8.6 - Règles de circulation et de stationnement

L'exploitant définit les règles de circulation applicable à l'unité mobile à l'intérieur de la carrière.

#### 8.7 - Personnel de fabrication

Les opérations de fabrication sont effectuées sous le contrôle du technicien de fabrication de la société propriétaire du véhicule, désigné, formé à cette activité spécifique et habilité par celle-ci. Les différentes attestations correspondantes sont tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées, ainsi que celles concernant ses suppléants éventuels.

Les autres personnes affectées à ces opérations doivent être habilitées à l'emploi des explosifs et recevoir une formation adéquate.



### 8.8 - Opération de fabrication

Les opérations de fabrication sont effectuées conformément à une consigne, qui définit de façon précise les points suivants:

- vérification préliminaire du véhicule de l'unité de fabrication et de ses annexes ;
- opérations préalables à la mise en service dont le nettoyage ;
- procédure de fabrication de l'explosif et de chargement des trous de mines ;
- contrôle des quantités d'explosifs fabriqués ;
- contrôle périodique du dosage des produits fabriqués ;
- vérifications périodiques de l'homogénéité des mélanges nitrate-fioul ;
- mesures à prendre en cas d'avarie ou d'incident en cours de fabrication ;
- conduite à tenir en cas d'incendie affectant le véhicule tracteur ou l'atelier mobile ;
- procédure d'arrêt et de nettoyage en fin d'utilisation sur le chantier dans le cas général (fabrication de nitrate fioul) et particulier (utilisation d'émulsion composite).

### 8.9 - Vidange - Nettoyage

Les eaux de lavage du tuyau de chargement doivent être dirigées vers un trou de mine pour être détruites au moment du tir.

### 8.10 - Approvisionnements

L'approvisionnement de l'UMFE est interdit sur la carrière.

### 8.11 - Registre

Les paramètres de chaque tir (emplacement du tir, plan de tir, nature et quantité d'explosifs consommés, etc...) sont consignés et archivés sur un registre ou un support équivalent. Les incidents liés à la fabrication d'explosif ou survenus à l'occasion d'un tir sont systématiquement notés. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un bilan annuel sur l'utilisation des explosifs est transmis chaque début d'année civile à l'Inspection des Installations Classées.

## **ARTICLE 9**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

### **ARTICLE 10**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

### **ARTICLE 11**

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### **ARTICLE 12**

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **ARTICLE 13**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 14**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Monsieur le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Monsieur le Maire de SEPTÈMES-LES-VALLONS,
- Monsieur le Maire de SIMIANE COLLONGUE,
- Monsieur le Maire de BOUC BEL AIR,
- Monsieur le Maire de CABRIÈS,
- Monsieur le Maire de GARDANNE,
- Monsieur le Maire des PENNES-MIRABEAU,
- Monsieur le Maire de MARSEILLE,

- Monsieur le Maire de MIMET,
- Monsieur le Maire de PLAN DE CUQUES,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le  
POUR LE PRÉFET  
Le Secrétaire Général, *et*  
Le Sous-Préfet d'Istres  
*Jacques DELPEY*